

« La banque ne réussira pas » disait *La Gazette de la Régence* en juillet 1716. En fin d'année, il faut se rendre à l'évidence : la banque de M. Law augmente de crédit. Des bruits favorables se répandirent dans le public. On disait avoir trouvé, sur les rives du Mississippi une énorme roche tout entière d'émeraude admirable et qu'on avait pris en possession pour le compte de la Compagnie d'Occident. On disait aussi que les montagnes recélaient des mines d'or et d'argent et que les premiers lingots venaient d'arriver à la Monnaie.

En réalité, la colonie était dans un état de misère et d'abandon impossible à décrire. Law ne l'ignorait pas. Mais il comptait y remédier et pensait avoir le temps de le faire. Les colons volontaires restant rarissimes ; ils ramassèrent tout ce que la France comptait de moins recommandables : vagabonds, prisonniers libérés, escrocs, déserteurs... Ce premier contingent fut débarqué ; dénués de tout, beaucoup moururent.

Law comprit, mais un peu tard, qu'il n'obtiendrait rien de bon de ce côté. Il s'adressa alors à l'étranger ; Suisses, Italiens, Allemands, on leur concédait gratuitement terrains et exonération d'impôts pendant trois ans. La Compagnie eut bientôt vingt-quatre vaisseaux qui sillonnèrent les mers depuis la Chine et les Indes jusqu'au Sénégal. Tout cela demandait d'immenses capitaux ; aussi la première émission d'action fut suivie de deux autres.

C'est à lui qu'aboutissait tous les fils de cet immense réseau économique qui enserrait le monde. Toute la France et les étrangers venus d'Europe vinrent à la rue Quincampoix et Paris était surpeuplé. Des fortunes fantastiques s'étaient faites en quelques semaines, parfois en quelques jours. Chaque matin, on comptait quelques millionnaires éclos de la veille.

Un garçon de cabaret, Bourdon, avait gagné trente millions. Un abbé Duval gagnait, disait-on, dix-huit millions, mais un ramoneur savoyard plus heureux, avait atteint quarante millions. Le domestique d'un banquier dépassait cinquante millions. Ce furent surtout ces parvenus de la fortune qui se signalèrent par une insolente débauche de luxe.

L'habillement des anciens laquais était d'une splendeur qui faisait scandale. Tous ces parvenus, écrit Duclos, donnaient des fêtes plus somptueuses que Louis XIV. Pendant ce temps, le revenu des petits rentiers et retraités avait diminué de moitié, alors que le prix de la vie avait triplé.

Les mœurs en étaient arrivées à un degré de licence qu'elles n'avaient connu jusque-là et que la débauche d'argent, qui se faisait de toutes parts, provoquait et favorisait. L'aristocratie même oubliait sa vieille et fière devise : « Noblesse oblige ! » pour se fourvoyer sans vergogne dans d'opulentes mésalliances ou d'avalissants trafics.

Les unions scandaleuses n'étaient pas rares et l'on y rencontrait les plus grands noms. On cite celui du marquis d'Oise qui osa se fiancer avec la fille de l'agioteur André, moyennant vingt-mille livres de rentes jusqu'au mariage...La fille n'avait que deux ans seulement !

A Paris, c'est une fête continue. Les bals, les réceptions, les feux d'artifice se succèdent d'une façon ininterrompue. Le nombre de carrosses est devenu si grand qu'on se plaint partout des embarras de voitures et des accidents. A l'Opéra, les recettes ont plu que doublées.

Le commerce est partout d'une activité florissante, l'agriculture travaille à plein et écoule ses produits à un prix rémunérateur qui ramène les bras à la terre. Law a un plan de réorganisation et de mise en valeur de la France, aussi vaste que tout ce qu'il rêve.

Fait sans précédent, en cette année 1719, le régent renonce à percevoir cinquante-neuf millions d'impositions arriérées. Hélas ! Cette année devait être unique. Ce beau rêve n'eut pas de lendemain ; ou plutôt si... un lendemain cruel. Law, comptant sur la solidité de son crédit avait lancé une masse de papiers fiduciaires dans la circulation, alors qu'aucune valeur ne permettait de les garantir.

L'inflation, l'absence de liquidité pour faire face à une demande de remboursement, auront finalement le dernier mot. Dès le 24 mars 1720, ce fut la banqueroute du système de Law. Law fuit le royaume de France.